



<p style="text-align: center;"><b>COMPTE RENDU DU CTL DU 25 JUIN 2015</b> <b>CONDITIONS DE VIE AU TRAVAIL</b></p>
---

Nous étions convoqués ce jour à un Comité Technique Local portant sur les conditions de travail. Dans notre déclaration liminaire (voir au dos), nous dénonçons clairement le fossé entre la réalité du terrain et la prise réelle de conscience de l'administration sur l'état catastrophique de nos conditions de travail et l'incidence directe sur notre santé (pression, angoisses, stress...)

Pour Solidaires Finances Publiques 38 ce CTL allait surtout permettre à la Direction de continuer son pseudo dialogue social avec vos représentants. Ayez confiance, dirait-elle, nous sommes bien conscients de la situation, et soyez assurés que nous mettons tout en œuvre pour améliorer vos conditions de vie au travail ! Parodie de dialogue, puisque ces conditions sont depuis maintenant de nombreuses années laminées par la DG !

Allions nous encore devoir dire et re dire que nous n'en pouvons plus, que les réformes et restructurations misent en place tambour battant ne sont en aucun cas la solution à nos maux. La seule raison à cette tuerie ne tient qu'à une seule chose :

### RESTRICTIONS BUDGETAIRES !

Preuves en sont, toutes les annonces gouvernementales récentes type retenue à la source et la dernière en date l'éventualité de rendre payante la délivrance des déclarations de revenus papiers ou d'avis d'imposition...

Face à ce mur, nous avons donc décidé de ne pas participer à ce monologue social. C'est pourquoi nous avons quitté la séance après lecture des déclarations liminaires (Solidaires et CGT).

Cela fera peut être plaisir à M.PERY, notre cher Directeur qui nous avait « *conseillé d'aller sur le terrain* » lors du CTL du 4 Juin... PARFOIS LES BRAS NOUS EN TOMBENT !!!

Nous sommes effectivement sur le terrain tous les jours, et contrairement à lui, nous ne travaillons pas dans une tour d'ivoire... Mais peut-être avez vous eu la chance de voir le Directeur dans vos services, (plus de 10 minutes...) venu s'imprégner de la réalité du terrain et de votre quotidien !...



Grenoble le 25 Juin 2015

Monsieur le Président

Nous sommes convoqués ce jour en Comité Technique Local portant spécifiquement sur les conditions de vie au travail.

Solidaires Finances Publiques dénonce depuis maintenant de nombreuses années malheureusement l'accélération de la dégradation des conditions de vie au travail des agents dans un contexte de suppressions d'emplois et de restrictions budgétaires.

Les réorganisations, restructurations (ou plutôt destructurations), délocalisations et fermetures ne vont pas dans le sens d'une soi-disant volonté de la Direction Générale d'améliorer les conditions de vie au travail de l'ensemble de ses agents.

Malgré la mise en place d'outils (TBVS, DUERP, EDD...), les agents de la DGFIP ne voient aucune amélioration concrète ! La question essentielle est de trouver de réelles réponses pour garantir une vie au travail humaine. Il est impératif et urgent de dépasser le cadre du constat annuel des difficultés rencontrées, pour passer à leur réelle prise en compte.

Dans les documents fournis, après un rapide calcul, nous constatons par exemple que le nombre de jours de congés et/ou RTT mis sur un CET représente 24 agents ! Ceci sans même tenir compte des écrêtements horaires...

Mis en parallèle avec le nombre d'emplois vacants dans le département, la réelle prise en compte de l'administration de cette situation devrait être bien au-delà du simple constat !

Désormais, la situation est dramatique : au nom d'une sacro-sainte "rationalisation" des coûts, les logiques organisationnelles aujourd'hui à l'œuvre à la DGFIP contribuent à aggraver de manière profonde la santé de nombreux collègues, ainsi que leurs relations avec les usagers de notre service public, en témoignent les fiches de signalement de plus en plus fréquentes.

Solidaires Finances Publiques n'a de cesse que de faire enfin comprendre à nos responsables les liens entre l'organisation du travail et l'impact sur la santé des personnels ainsi que sur la qualité du service rendu.

**A ce jour, force est de constater que le fossé se creuse de plus en plus entre une prétendue volonté affichée par la Centrale et les réalités du terrain...**